

Lettre du Cens n°4

JANVIER 2017 • TRIMESTRIEL • CENTRE NANTAIS DE SOCIOLOGIE

Edito

Dans son dernier numéro, la Lettre du Cens annonçait les changements programmés pour l'année 2016-2017 et leurs enjeux pour le laboratoire. Avec l'arrivée de 2017, nous y voilà ! Ainsi que l'AG du 3 novembre y invite, les perspectives offertes peuvent se lire comme autant de chances de développement pour la recherche que d'exigences et de défis à relever. Je vois le passage au statut d'UMR sous la tutelle de l'université et du CNRS comme :

- la réalisation d'une politique de recherche continue et volontariste menée avec le double objectif de mettre à profit le potentiel de recherche que représente le collectif nantais et d'affirmer une reconnaissance nationale et internationale.

- la nécessité de renforcer le personnel de gestion financière et administrative qui voit gonfler sa charge de travail au fur et à mesure de la croissance du nombre de contrats.

- le moyen d'affirmer une identité de laboratoire qui participe au rang intellectuel de l'université de Nantes, dans le respect de ses axes de recherche propres.

- l'occasion de consolider la place déjà importante accordée à la formation à la recherche (avec les Chantiers et les diverses subventions) dans un contexte de resserrement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur ou à des postes de recherche.

Il faut ajouter à cela l'opportunité des quatre recrutements d'enseignants-chercheurs que les hasards des départs cumulent pour le printemps prochain. Les liens étroits entre recherche et pédagogie – qui ont toujours été une marque distinctive de l'UFR de sociologie – obligent à donner une forte cohérence à un renouvellement d'une telle ampleur. C'est en tout cas une occasion rare de faire que le CENS actualise ses acquis dans l'ouverture à quatre collègues pleinement immergés dans la recherche d'aujourd'hui.

Je formule le vœu qu'en 2017 le CENS soit l'espace collectif qui apporte à toutes et tous les moyens matériels et intellectuels d'une recherche inventive.

Charles Suaud



www.univ-nantes.fr

Sommaire

Actualités sensationnelles

De nouveaux projets de recherche

Le projet ELUAR..... p. 2

Le projet SABL..... p. 2

Le projet ETUFACT..... p. 3

Projet franco-anglais..... p. 3

Colloques / journées d'étude..... p. 4 et 5

Interview de Johanne Palomba.... p. 5

Un chercheur en CRCT à Ottawa.. p. 6

Zoom sur les jeunes chercheurs

Estelle Gridaine..... p. 7

Marion David..... p. 7

Agenda et publications....p. 8

Comité éditorial

Directrice, directeur de publication

Marie Cartier, Baptiste Viaud

Comité de rédaction

Marie Arbelot, Marie Charvet, Raphaële Chatal, Sophie Orange, Johanna Rousseau

Secrétaire de rédaction et réalisation

Laurence Tual-Micheli

Contributions à ce numéro

Marion David, Estelle d'Halluin, Rémy Le Saout, Johanne Palomba, Bruno Papin, Fabienne Pavis, Tristan Poullaouec, Arnaud Sébilleau, Charles Suaud

CENS

23 rue du Recteur Schmitt

BP 81 227

44312 NANTES Cedex 3

cens@univ-nantes.fr



UNIVERSITÉ DE NANTES

L'Université-Partenaire



Centre Nantais de Sociologie



De nouveaux projets de recherche

ELUAR : Les ELUs et l'ARgent

Financé par l'ANR pour la période 2017-2020, le projet de recherche est coordonné par Rémy Le Saout, enseignant-chercheur au CENS, et rassemble des chercheurs issus de centres de recherche français et européens (Angleterre, Espagne, Pays-Bas, Suède).

En France, les rétributions financières des hommes et femmes politiques, qu'ils soient élus locaux ou nationaux, représentent une dépense de plus d'un milliard d'euros par an. Ces coûts associés au travail politique font régulièrement l'objet de vives critiques sur un registre plus ou moins accusateur. Les objectifs du projet ELUAR ne consistent pas à dévoiler « ce que gagnent véritablement les élus » mais à enrichir les analyses sur la professionnalisation politique en portant l'attention sur les modalités de rémunération et de rétributions matérielles associées au travail politique. Plus précisément, il s'agit de faire un retour sur la thèse de Max Weber. En effet, dans les travaux de

recherche, le « vivre pour et de la politique » est davantage posé comme un postulat que comme un phénomène à étudier, en considérant implicitement que l'attribution d'une rémunération pour l'exercice d'un mandat signifie ipso facto vivre de la politique. Autrement dit, l'usage plus ou moins routinisé de la thèse weberienne de la professionnalisation tend à homogénéiser les situations et à considérer que la rémunération fait le professionnel. Bien qu'il ne fasse aucun doute que l'activité politique tend à se salariser dans la mesure où, outre la revalorisation régulière des indemnités et leur relative automaticité, les élus peuvent prétendre à une retraite et à un ensemble de protections sociales (sécurité sociale, chômage), comme pour n'importe quelle autre activité professionnelle, cette possibilité reste néanmoins très inégalement répartie et distribuée. Aussi, l'objectif du projet ELUAR est de mettre en évidence, par le prisme des gratifications matérielles, la diversité et l'inégalité des processus de professionnalisation politique.

Autrement dit, le projet ELUAR a pour principal parti pris scientifique, suivant une démarche interdisciplinaire et internationale (sociologie, science politique, histoire, droit) de réintroduire la dimension financière au centre de l'analyse des engagements et des carrières des personnels politiques, qu'ils soient nationaux ou locaux, afin de souligner les variétés des formes contemporaines de la professionnalisation politique et les inégalités sociales qui les sous-tendent. Pratiquement, le projet est structuré autour de deux grands axes de recherche. Le premier porte sur l'étude du travail de codification des indemnités des élus de 1870 à 2016, avec comme hypothèse que la législation produite est profondément inégalitaire. Le second est consacré à saisir « au concret » l'hétérogénéité du processus de professionnalisation, en portant l'attention sur la variation des modalités et des usages de la rémunération dans l'exercice des mandats politiques.

SABL : Sociogénèse de l'Attractivité Balnéaire Ligérienne

Financé par la Région Pays de la Loire par l'intermédiaire de l'organisme Angers TourismLab et sous la responsabilité d'Arnaud Sébilleau, chercheur au CENS, le projet Recherche-Formation-Innovation (RFI) Sociogénèse de l'Attractivité Balnéaire Ligérienne (SABL) est prévu sur une durée de trois ans avec un contrat d'un an proposé à un post-doctorant.

Le projet SABL se donne pour ambition de dépasser le point de vue généralement adopté par l'histoire du balnéarisme sur les effets de l'intrusion des « baigneurs » dans le monde littoral au XIXe siècle et propose de se concentrer sur les transformations internes aux populations du littoral antérieures à l'arrivée des

« baigneurs » ou synchrones avec elles. Ces transformations ont rendu possible, avant même l'engagement des municipalités en faveur du « tourisme balnéaire », la légitimation progressive d'une demande, n'émanant pas d'exploitants agricoles, de terres et de prestations de service, dont notamment l'encadrement des activités corporelles, alors que le marché foncier et les offres d'emplois restaient pourtant prioritairement définis par l'économie agricole. Il s'agit alors d'appréhender l'encodage des municipalités côtières en « stations balnéaires » comme le signe de changements au sein des communes paysannes, là où l'analyse classique du balnéarisme tend à attribuer aux « touristes » l'initiative des reconfigurations de l'économie littorale. Ce

faisant, c'est à une histoire sociale du désenclavement des territoires ruraux et de leur inclusion à l'État-nation que travaillera le consortium de sociologues du CENS (Marie Charvet, Hassen Slimani, Arnaud Sébilleau) et de sociologues et géographes d'ESO (Christophe Guibert, Vincent Coëffé, Philippe Duhamel) engagés dans ce projet. Sélectionnée parmi les sept candidats qui avaient postulé pour le post-doctorat prévu pour le projet SABL, Eve Meuret-Campfort commence dès le mois de janvier les travaux de recherche sur archives sous la responsabilité du consortium scientifique : l'optique est de proposer un premier retour - sous la forme d'un rapport d'une quarantaine de pages - d'ici la fin de l'année 2017.

De nouveaux projets de recherche

ETUFACT

Cette étude sur « Les étudiants, et leur famille face à l'exercice d'activités rémunérées en cours d'études » est menée en partenariat avec le CENS, l'université de Reims, l'INSEE et la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques).

« Souvent abordé sous le seul angle des effets négatifs sur la réussite scolaire, la santé ou les rythmes de vie, le travail étudiant peut toutefois présenter des atouts, parmi lesquels l'autonomie », affirment Laurence Cochet et David Martineau dans une étude de la direction régionale de l'INSEE réalisée en partenariat avec la Région des Pays de la Loire (« Aider à concilier études et emploi : un enjeu de politique publique », avril 2014). Mais est-ce ainsi que les étudiants perçoivent ces activités rémunérées ? Et comment leurs parents font-ils face aux besoins de leurs enfants et au financement de leurs études ? Tout dépend sans doute des conditions d'études, de travail et d'emploi des jeunes adultes ainsi que des milieux sociaux de leurs familles...

Pour le savoir, la recherche ETUFACT réinterroge des enquêtés ayant répondu en 2014 à des enquêteurs de l'INSEE (Enquête Nationale sur les Ressources des Jeunes, ENRJ). Conceptrice de cette enquête, la DREES a retenu en juillet 2015 ce projet de post-enquête qualitative coordonné par Vanessa Pinto (Université de Reims). Une soixantaine

d'entretiens auprès de jeunes étudiants et de leurs parents seront réalisés en Champagne-Ardenne, en Île-de-France et en Pays-de-la-Loire, conjointement à l'analyse des questionnaires de l'ENRJ. Au CENS, Camille Trémeau préparera, conduira et retranscrira les entretiens et Tristan Poullaouec dépouillera les données statistiques. Une des originalités d'ETUFACT tient par ailleurs à la mise en œuvre de projets pédagogiques centrés sur le thème de l'enquête dans le cadre d'enseignements universitaires.

S'inscrivant dans le renouvellement de la sociologie de l'enseignement supérieur et de la sociologie de la famille, le programme de recherche ETUFACT vise trois objectifs complémentaires à travers cette articulation d'entretiens et de questionnaires. Il s'agit tout d'abord de mieux cerner les activités rémunérées des étudiants, notamment en vue d'améliorer leur description par la statistique publique. Il s'agit aussi de mieux comprendre les rapports au travail des étudiants et en particulier les raisons qui les poussent à travailler à côté de leurs études. Il s'agit enfin de déterminer dans quelle mesure les différentes familles parviennent à concilier l'impératif de mener des études longues, l'injonction à acquérir une expérience professionnelle, les définitions sociales des âges de la vie et le poids des contraintes budgétaires.

Projet franco-anglais : The frames of Altruistic Action

"Explorer les cadres d'interprétation de l'altruisme" : une analyse comparative du bénévolat dans les associations de soutien aux demandeurs d'asile et aux réfugiés en France et en Angleterre. Le projet "The frames of Altruistic Action" est financé par l'ESRC et coordonné par Estelle d'Halluin et Pierre Monforte qui collaboreront avec deux post-doctorants, l'un basé à l'Université de Leicester (Royaume-Uni), l'autre à l'Université de Nantes (France). La recherche débute en janvier 2017.

Durant les 20 dernières années, les conditions de vie des demandeurs d'asile et réfugiés en Europe ont été affectées par des politiques d'immigrations toujours plus restrictives. Parallèlement, des mouvements de solidarité se sont constitués au sein de la société civile, composés de différents acteurs, caractérisés par des stratégies distinctes. En particulier, la littérature sociologique distingue des mouvements sociaux privilégiant l'action protestataire et d'autres privilégiant l'action humanitaire. Tandis que le premier mouvement est composé d'activistes qui militent pour un changement social, le second est composé de professionnels et de bénévoles engagés dans le soutien quotidien aux demandeurs d'asile. Une littérature abondante

explore ces deux mouvements. Toutefois, quand bien même les frontières de ces mouvements se brouillent, la littérature sur l'action collective tend à les analyser séparément. En conséquence, d'importantes questions soulevées par la sociologie des mouvements sociaux demeurent inexplorées dans l'analyse des actions de solidarité. La manière dont les bénévoles de ces organisations donnent sens à leur action a ainsi rarement été analysée. Comment les personnes engagées dans le soutien aux demandeurs d'asile et aux réfugiés, dans différents contextes nationaux, mettent-elles en œuvre et définissent-elles leur engagement dans les actions de solidarité ? Telle est la question au cœur de ce projet de recherche. Elle sera étudiée en utilisant les outils développés par la sociologie des mouvements sociaux et la sociologie culturelle comparative. L'analyse portera sur les pratiques, les valeurs et l'ethos de l'altruisme des bénévoles. L'analyse comparative porte sur la France et l'Angleterre. Les deux pays se caractérisent par des cultures différentes du bénévolat, différents régimes de volontariat et différentes politiques d'asile.

Colloques / journées d'études

Journée ESO / CENS : Regards croisés sur la dimension spatiale des inégalités sociales

La journée de rencontre entre géographes et sociologues du 27 mars 2017 est conçue par deux laboratoires CNRS basés à l'Université de Nantes : Espaces et Sociétés (ESO) et le CENS. L'idée de cette rencontre organisée par François Madoré (ESO) et Rémy Le Saout (CENS) est de favoriser les échanges entre ces deux disciplines, d'une part parce que, sur le site nantais, il existe une longue tradition de travail et de collaborations scientifiques entre ces deux laboratoires, d'autre part parce que les futures formations proposées à partir de 2017 croisent de manière plus resserrée et dès le niveau L1 différents acquis de ces disciplines.

Pratiquement, deux géographes et trois sociologues présenteront des travaux récents ou en cours afin de montrer en quoi ces recherches peuvent contribuer à la connaissance des inégalités à la fois sociales et spatiales. S'ensuivra une table ronde rassemblant des chercheurs qui ont collaboré à une recherche portant sur la solidarité. Ces communications et ces discussions seront l'occasion d'échanger sur les méthodes et sur les approches des objets, pour essayer de dégager ce qui rapproche mais aussi ce qui différencie l'exercice de la géographie et de la sociologie à Nantes. Ces points feront l'objet d'une conclusion synthétique au terme de la journée.

Colloque "La mer convoitée : métiers, usages et régulations", 8 et 9 juin 2017, MSH Ange-Guépin, Nantes

L'espace maritime est au centre de diverses préoccupations et enjeux. Contrôle des mers, piraterie, nouvelles voies maritimes, exploitation des fonds sous-marins, énergies marines renouvelables, aires marines protégées..., interrogent dirigeants politiques, industriels, armateurs, pêcheurs professionnels, ONG et plus largement tous ceux qui vivent de la mer, ainsi que des chercheurs relevant de disciplines très variées. La proximité de l'Océan Atlantique a incité l'Université de Nantes et d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche des Pays-de-la-Loire et de Bretagne à développer un ensemble de recherches sur l'espace maritime. La création en 2004 de l'Institut Universitaire Mer et Littoral (IUML, Fédération de Recherche C 3474) témoigne de cette unité thématique et d'une volonté de développer des projets collaboratifs et interdisciplinaires.

Si, avec l'économie, le droit ou la géographie, les sciences sociales ont investi le champ du maritime, les apports de la sociologie sont moins visibles. Le colloque entend remédier à ce manque de visibilité et propose un thème très ouvert, « La mer convoitée », se déclinant en trois axes : métiers et travail, usages des espaces et des ressources, régulations et politiques. Il s'agit en effet de rassembler les chercheurs –sociologues ou d'autres disciplines de sciences sociales– travaillant sur les thèmes du maritime, ainsi que d'initier la création d'un réseau de chercheurs mobilisables pour répondre à des appels à projets et éventuellement la création d'un réseau thématique au sein de l'Association Française de Sociologie.

Ce colloque vise ainsi à pérenniser l'engagement du CENS, qui a récemment rejoint l'IUML, dans le domaine du maritime. Cet engagement, initié par la participation de membres du laboratoire aux programmes COSELMAR (Compréhension des socio-écosystèmes littoraux et marins pour la prévention des risques, Région Pays-de-la-Loire) et REGEMAP (Renouvellement des générations à la pêche, Comité régional des pêches et des élevages marins, Délégation à la mer et au littoral), s'est déjà traduit par la participation aux Journées d'études de l'Observatoire des droits des marins en janvier 2016 et par l'organisation en avril 2016 d'une journée d'études interrogeant les spécificités du monde maritime comme terrain et comme objet.



Colloques / journées d'études

7ème semaine internationale de la sociologie : la Turquie au coeur des enjeux politiques et sociaux contemporains

Depuis sept ans, l'UFR de Sociologie et le CENS organisent une Semaine Internationale qui vise à familiariser les étudiants nantais avec les enjeux internationaux et les connaissances issues de recherches en sciences sociales portant sur des configurations étrangères.

Cette année, la semaine sera consacrée à la société turque, ce choix ayant été en partie dicté par l'actualité sociale et politique (tentative de coup d'Etat de juillet 2016, « gestion européenne » des réfugiés syriens, durcissement des relations entre la minorité kurde et le pouvoir turc, exclusion de la fonction publique des signataires de la pétition pour la Paix...) qui place la Turquie sous le feu des projecteurs.

Grâce au soutien financier du CURI (Conseil universitaire des relations internationales), cinq conférences sont organisées. Deux d'entre elles portent sur la période contemporaine : Nüket Sirman, anthropologue actuellement en résidence à l'Institut d'étude avancée de Nantes, interviendra (en anglais) sur la vie quotidienne en marge de la loi de populations kurdes déplacées dans le Sud de la Turquie, tandis qu'Aysen Uysal, politiste à l'Université d'Izmir, rendra compte d'une face peu connue de la vie politique turque, les actions protestataires des années 1990 à aujourd'hui. Deux historiens nous proposeront une analyse des transformations d'institutions centrales, la langue et la laïcité : Emmanuel Szurek (EHESS Paris) s'interrogera sur les ressorts culturels et sociaux de la transformation de la langue turque entre 1850 et 1950 et Samim Akgönül, de l'Université de Strasbourg, proposera une socio-histoire comparative de la notion de laïcité en France et en Turquie entre 1923, date de la dissolution de l'Empire Ottoman, et aujourd'hui*. Enfin Ilker Birkan, sociologue actuellement en poste à Tours, explorera les enjeux des politiques culturelles de la République turque.

Ce programme de conférences sera prolongé par une table ronde consacrée à la solidarité envers les universitaires en danger en Turquie du fait de la répression actuelle. Enfin, l'association des étudiants de sociologie UDENS proposera une soirée débat autour de la projection d'un documentaire.

* il a contribué au Dictionnaire des concepts nomades présenté au séminaire des Impromptus du CENS fin 2016.



Du 14 au 17 mars, site Recteur Schmitt, entrée libre.

Contact : sis@univ-nantes.fr

Interview de Johanne Palomba



Johanne Palomba, gestionnaire administrative et financière au CENS depuis 2012, répond aux questions de Johanna Rousseau.

-Quels sont ton parcours de formation et ton parcours professionnel ?

Je suis titulaire d'un BTS en Communication des entreprises. Après mes études, j'ai travaillé trois ans comme secrétaire comptable dans un cabinet d'expertise comptable, un an comme assistante de recrutement dans une agence d'interim, puis quelques mois comme assistante commerciale dans une agence immobilière. Après un séjour d'un an et demi en Irlande pour perfectionner mon anglais, j'ai été recrutée en 2009 comme secrétaire à l'UFR de Sociologie, puis au laboratoire CENS en 2012.

-Quelles sont les spécificités du travail de secrétariat dans un laboratoire de sociologie ?

N'étant pas issue du monde universitaire, j'avoue avoir été un peu surprise à mon arrivée qu'on puisse associer les termes de « Laboratoire » et de « Sociologie ». Mais j'ai découvert qu'il pouvait exister également une recherche en Sciences Humaines et Sociales, même s'il n'y a pas besoin d'une paillasse ou d'un microscope ! Pour moi, l'intérêt principal de travailler en sociologie, c'est de découvrir une discipline qui

aborde des objets très divers qui, pour beaucoup, nous touchent forcément. Tout en travaillant, j'apprends beaucoup de choses sur cette science qui peut s'avérer parfois très complexe.

-Quels sont les aspects de ton travail qui te satisfont le plus et à l'inverse quels aspects te plaisent moins ?

Comme je viens de l'indiquer, au-delà des fonctions et missions classiques de secrétariat, ce travail constitue une source d'enrichissement personnel grâce aux nombreux échanges formels et informels avec les chercheurs ou doctorants, ainsi qu'aux objets abordés dans les différents dossiers traités. Pour ce qui concerne les aspects moins plaisants, je rencontre les mêmes contrariétés que celles vécues dans n'importe quel autre laboratoire, qui n'ont certes rien d'original mais qui peuvent s'avérer difficiles à gérer au quotidien (hétérogénéité des interlocuteurs et des procédures).

-En quoi la transformation du CENS en UMR et son rattachement au CNRS ont-ils un impact sur ton travail ?

Je ne cacherai pas que ce changement, aussi intéressant soit-il, impacte fortement la quantité de travail. Les contacts avec la nouvelle tutelle CNRS permettent aussi de découvrir une nouvelle structure. Toutefois, même si les outils sont très différents, les modèles de pensée et d'action restent très similaires.

Un chercheur en CRCT à Ottawa



Bruno Papin, chercheur au CENS et maître de conférences à l'UFR STAPS de l'université de Nantes, en Congé pour Recherches ou Conversions Thématiques (CRCT) est interviewé par Baptiste Viaud, chercheur et directeur adjoint du CENS.

Dans quelles conditions as-tu obtenu ce CRCT et quelles ont été les modalités de ton accueil sur place ?

Cette année de CRCT fait suite à dix années consacrées à la Direction de l'UFR STAPS. Elle se présente ainsi comme une opportunité pour m'investir plus intensément que je n'ai pu le faire sur des questions de recherche. À la fin de mon mandat de Directeur en janvier 2015, j'ai commencé à mûrir un projet qui puisse s'inscrire dans une mobilité internationale. Mon souhait était d'intégrer une Université nord américaine mais ma maîtrise insuffisante de l'anglais imposait alors le choix du Canada francophone. L'université dispose d'une faculté de sciences sociales reconnue ainsi que d'une École Supérieure des Activités Physiques et des collègues étaient prêts à m'accueillir. C'est Alex Dumas, dont les travaux de recherche portent sur des problématiques de santé, corps et sport, qui a été mon interlocuteur principal pour anticiper ma venue. Ce collègue canadien ainsi que le Directeur de l'École, Benoit Seguin, m'ont offert un accueil de qualité. J'occupe un bureau dans l'institution qui m'accueille et bénéficie des services associés à mon statut de professeur invité.

Comment est né ce projet de comparaison franco-canadienne ?

Ce projet est un prolongement de la recherche que nous menons (avec Baptiste Viaud, ndlr) sur les processus sociaux de « fabrication des élites sportives ». Nous interrogeons la question des engagements sportifs dans les mondes différenciés du sport de haut niveau comme autant de configurations dans lesquelles les liens qui organisent les rapports entre les familles, les scolarités et les pratiques sportives sont spécifiques. La comparaison des systèmes de formation des élites sportives en France et au Canada présente l'intérêt de proposer une composante complémentaire, celle des espaces nationaux des sports, dans l'analyse du jeu entremêlé entre des contraintes sportives, des possibles scolaires et les dispositions sociales.

Autrement dit, comparer le sport d'élite revient à mettre en perspective des processus de sélection et d'engagement dans les carrières sportives résultant d'une articulation, selon des modalités propres à chaque espace national des sports, entre des organisations sportives répondant à des principes et des valeurs hérités de l'histoire d'une part, et d'autre part, des individus diversement socialisés à la pratique sportive d'élite.

Comment as-tu construit ton projet de recherche par rapport aux spécificités du sport d'élite canadien ?

La ville d'Ottawa est un terrain fertile. Outre l'intérêt de concentrer les différentes organisations gouvernementales du sport canadien, la capitale du pays est située dans un environnement frontalier : au sud de la rivière de l'Outaouais, Ottawa et la province de l'Ontario, au nord, Gatineau et la province du Québec. Si, en première approche, il s'agit de la même métropole, ce sont deux mondes très différents. On n'y parle pas la même langue, l'anglais d'un côté, le français de l'autre. Les systèmes scolaires ne sont pas les mêmes. Des programmes sport-études dans quatre établissements scolaires à Gatineau inscrits dans une politique québécoise d'affirmation identitaire, une académie de hockey sur glace, une high school sports dans une école secondaire anglophone et un programme sport études dans un établissement francophone. Cette brève description illustre les enjeux identitaires et linguistiques que porte la question des dispositifs de formation des élites sportives et anticipe des formes diversifiées d'appariements institutionnels entre le sport de compétition et l'école.

Comment vas-tu réaliser le travail de terrain ?

Mon intention est de réaliser des entretiens avec des directeurs des services des principales organisations en charge du sport en général et du sport de performance en particulier, de systématiser les entrevues avec les chefs des établissements qui proposent des programmes sport-études et avec les principaux acteurs de l'encadrement pédagogique et sportif des élèves athlètes et étudiants athlètes. Enfin, j'envisage d'effectuer des entretiens avec des étudiants sportifs d'élite des universités d'Ottawa, de Carleton (une université privée anglophone d'Ottawa) et de l'Université du Québec en Ontario (francophone et située à Gatineau). Ce recueil pourra être complété par un travail d'observation directe effectué auprès des sportifs dans leurs contextes scolaires et sportifs. Ce travail de terrain est aujourd'hui freiné par des démarches très lourdes. Au Canada, tout projet de recherche fait l'objet au préalable d'une demande d'approbation éthique. Formulaire de consentement, lettre d'introduction des entretiens, grilles d'entretiens anticipées, dossier précisant le projet, les méthodes, l'utilité de la recherche, la protection des données, les lieux de réalisation des entretiens... Je suis actuellement dans l'attente de l'avis du comité d'éthique !

zoom sur les jeunes chercheurs

ESTELLE GRIDAINE



Estelle Gridaine débute une thèse au CENS intitulée « Les enjeux de la transformation de soi : le cas du traitement de l'obésité » sous la direction d'Annie Collovald.

Dans un contexte où « la discipline des corps » et le « devoir de santé » se sont imposés comme des indicateurs de valeur morale, l'obésité est le signe d'une infraction à ces normes. Problème médical, problème de santé publique ou problème moral : elle est devenue un « risque sanitaire » en tension entre plusieurs façons de la comprendre. Ainsi, l'offre de soins pour la traiter s'est développée : chirurgie bariatrique et éducation thérapeutique en sont les deux modalités principales. C'est précisément à la transformation sociale des corps et aux effets que son traitement induit sur ceux qui y sont impliqués, que la thèse voudrait s'intéresser.

Son hypothèse centrale suppose que les transformations des corps obèses témoignent de la constitution d'un habitus clivé pour l'ensemble des acteurs qui gèrent cette maladie : les patients, les équipes médicales et les associations de malades. Puisque soigner l'obésité n'engage pas simplement des problèmes de santé, mais aussi des représentations sociales et morales (de soi, des autres), alors son traitement perturberait chacun des acteurs impliqués.

Cette thèse fait suite à un mémoire de master 2 dans lequel Estelle interroge le rôle et la place des associations de malades dans la prise en charge de l'obésité sur le territoire angevin. Elle propose une analyse des carrières des acteurs qui aura permis de comprendre le recours différencié à la vie associative selon des dispositions acquises à l'engagement et l'incorporation d'un ethos du contrôle. L'analyse des activités associatives révèle, elle, que si l'expérience des patients complète bien l'expertise des médecins, c'est uniquement à destination des malades, dans une unique fonction d'entraide.

MARION DAVID



Marion David a soutenu en 2014 sa thèse intitulée « Penser le fait prostitutionnel. Enjeux moraux et politiques de la question sanitaire dans le traitement sociétal d'une activité stigmatisée ». Elle a ensuite été recrutée en post-doctorat pendant 18 mois dans le cadre de la recherche Automed (Automédication choisie ou subie). Aujourd'hui elle entame une nouvelle recherche dédiée à l'analyse de l'encadrement social et juridique des sanctions physiques éducatives. Ce projet de recherche SANPHED est co-financé par la Mission de recherche Droit et Justice et par la Caisse nationale des allocations familiales.

D'une durée de 14 mois, le projet sera coordonné et principalement réalisé par Marion David et Nicolas Rafin. Trois autres membres du CENS – Marie Cartier, Estelle d'Halluin et Jean-Noël Retière – participeront aux investigations. Deux juristes pénalistes du laboratoire Droit et Changement Social

(DCS) – Sylvie Grunvald et Virginie Gautron – se sont aussi associées à l'équipe pour exercer une fonction de conseil sur les aspects juridiques de l'enquête.

Les « châtimements corporels » à visée éducative (la fessée, la gifle, le fouet, etc.) ont durant de nombreux siècles constitué des gestes relevant de la banalité quotidienne. Ils étaient jugés normaux, voire indispensables dans une société traditionnelle où la correction domestique était considérée comme un devoir, un service que les parents rendaient à leurs enfants pour les amender. Il en est tout autrement aujourd'hui. Si certaines formes atténuées de réprimandes manuelles sont encore tolérées sur le territoire français, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer leur prohibition. Une première évolution du droit français a d'ailleurs été engagée en ce sens puisque la définition de l'autorité parentale figurant dans le Code civil a récemment été remaniée afin d'inclure la proscription de « tout recours aux violences corporelles ». Cette recherche vise précisément l'analyse des processus qui sous-tendent cette remise en cause de la légitimité et de la licéité du « droit de correction ». Elle interroge également la manière dont ces transformations viennent s'incarner dans les pratiques ordinaires des personnes qui exercent une fonction éducative.

SANPHED se donne trois principaux objectifs : examiner les usages judiciaires relatifs au droit de correction parental, étudier les formes de mobilisations dénonçant les châtimements corporels administrés aux enfants ainsi que leur inscription dans le champ politique et expliciter les formes d'arbitrage intervenant à ce propos dans l'exercice de la faculté de punir. Divers modes de recueil de données s'articuleront, principalement de nature qualitative : recensement de la jurisprudence pénale, examen de dossiers judiciaires présentés devant les JAF (Juges aux Affaires Familiales), recueil de productions écrites émanant d'organismes militants et d'instances administratives, réalisation d'entretiens auprès de magistrats du Parquet, d'acteurs associatifs et politiques participant de la mise sur agenda des « violences éducatives », de parents d'enfants en bas âge et de professionnels de la petite enfance. Ce dispositif d'enquête composite permettra ainsi d'éclairer les mécanismes collectifs prenant part à la construction de la subjectivité parentale en matière de sanctions physiques éducatives, et, en particulier, de mettre en exergue le rôle joué par le droit dans le façonnement de cet « intolérable » en devenir.

Nouveaux doctorants associés

Le CENS accueille trois nouveaux doctorants associés, tous les trois ATER à l'Université de Nantes (UFR de Sociologie) pour l'année 2016-2017.

Margot Delon prépare sa thèse à l'Observatoire Sociologique du Changement (CNRS/Sciences Po) sur « Les incidences biographiques de la ségrégation. Trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France », sous la direction de Marco Oberti. **Elie Guéraud** est doctorant au CERLIS, Université Paris Descartes. Sa thèse « S'engager pour la « culture ». Ascension et déstabilisation du pôle culturel d'une ville moyenne » est dirigée par Olivier Schwartz et Nicolas Renahy. **Fabienne Montmasson-Michel** mène quant à elle une recherche sur « Le langage des jeunes enfants scolarisés : un singulier pluriel », au GRESCO, Université de Poitiers, sous la direction de Mathias Millet et Gilles Moreau.

Agenda

Colloques, journées d'études, séminaires

Du 14 au 17 mars 2017

Semaine internationale de la sociologie, site Recteur Schmitt

23 mars 2017

Séminaire "**Les ficelles de la thèse**", avec pour invité **Sylvain Ville**. Salle du CENS (F020), Bâtiment F0, site Recteur Schmitt

27 mars 2017

Journée de rencontre ESO / CENS

18 mai 2017

Séminaire "**Les ficelles de la thèse**", avec pour invitée Morgane Maridet. Salle du CENS (F020), Bâtiment F0, site Recteur Schmitt

8 et 9 juin 2017

Colloque "**La mer convoitée : métiers, usages et régulations**", MSH Ange-Guépin, Nantes

12 juin 2017

Journée d'études "**La fabrique de la finance**", Salle du CENS (F020), Bâtiment F0, site Recteur Schmitt

19 et 20 juin 2017

Colloque international DCS-CENS : "**(Se) soigner sous la contrainte : Regards comparatifs sur les soins pénalement ordonnés (France, Belgique, Suisse, Canada)**", Université de Nantes, Campus Tertre

Séminaire Impromptus du CENS

9 mars 2017

Christian Topalov (CNRS-EHESS), **Histoire d'enquêtes. Londres, Paris, Chicago (1880-1930)**, Paris, Classiques-Garnier, 2016.

6 avril 2017

Paul Pasquali (CNRS-CURAPP-ESS), **Passer les frontières sociales. Comment les « filières d'élites » entrouvrent leurs portes**, Paris, Fayard, 2014.

4 mai 2017

Sylvain Laurens (CESSP-EHESS), **Les courtiers du capitalisme. Milieux d'affaires et bureaucrates à Bruxelles**, Marseille, Agone, 2015.

Séminaire Chantiers de recherche

2 février 2017

Nicolas Rafin, « Ce que les archives judiciaires disent du traitement des ruptures d'union. Construire des données statistiques au cœur d'une enquête ethnographique collective »

16 février 2017

Margot Delon, « Les incidences biographiques de la ségrégation. Trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France »

16 mars 2017

Manuela Roupnel, « Qu'est-ce que se former signifie pour les populations perçues comme vulnérables sur le marché du travail ? »

27 avril 2017

Marie-Pierre Pouly, « L'économie matérielle et symbolique des échanges dans la vente par réunion »

Soutenances de thèse

29 mars 2017

Camille Trémeau : « **S'informer, s'indigner, réclamer, revendiquer ou non en entreprise. Les jeunes salariés à l'épreuve de leurs droits** ». Sous la direction de Jean-Noël Retière et Hélène Michel

Publications

Articles dans des revues à comité de lecture

Darbus F., Caveng R., "**Unfit for Interpretation? A Second Look at Research Residuals**", Bulletin de Méthodologie Sociologique, vol. 131, 2016, pp. 5-14.

Darbus F., **Jedlicki F.**, « **Los universitarios en la tormenta del capitalismo kafaiano. El caso francés** », Política y Sociedad, n° 53, vol. 3, 2016, pp. 837-851.

David M., « **Les savoirs des formes de scolarisation. Comparaison entre le lycée et la première année de licence** », Revue française de pédagogie, n° 193, novembre 2016, pp. 25-40.

Dussuet A., « **Genre, frontières du travail domestique et marges du salariat : le cas des aides à domicile** », Revue Française de Socio-Economie, n° 17, novembre 2016, pp. 123-141.

Larminat (de) X., **Benazeth V.**, **Gaïa A.**, « **Changements biographiques et transformation d'un mode de vie : l'apport des recherches sur les sorties de délinquance** », Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique, n° 3, 2016, pp. 323-348.

Lazuech G., « **Rapport salarial, pénibilité et dangerosité du travail dans le secteur de la pêche artisanale française** », Les Mondes du Travail, n° 18, septembre 2016.

Lecompte H., « **La "prise en charge globale" en oncopédiatrie : l'enjeu d'une normalisation des enfants atteints de cancer ?** », Anthropologie et santé, n° 13, novembre 2016.

Lemêtre C., **Orange S.**, « **Le rapport à la certification des élèves de lycée professionnel : une mesure additionnelle des diplômes** », Spirale, n° 59, 2017, pp. 41-51.

Pavis F. « **L'enseignement de la sociologie des organisations** » (débat avec H. Bergeron, E. Friedberg, F. Pavis, B. Ramanantsoa, J.-C. Thoenig, O. Timarche), Entreprises et histoire, n° 84, 2016/3, p. 123-142.

Retière J.-N., **Gautron V.**, « **La décision judiciaire : jugements pénaux ou jugements sociaux ?** », Mouvements, n° 88, 2016/4.

Stevens H., « **Mais où sont les informaticiennes ?** », Travail, genre et sociétés, n° 36, 2/2016, pp. 167-173.

23 et 24 juin 2017

Journées du CENS et Assemblée Générale à Pénestin (56)

